



PNUE

**Programme des
Nations Unies pour
l'Environnement**

Distr. LIMITÉE

UNEP (DEPI) CAR.WG.33/INF.17
16 Avril, 2012

Original: ANGLAIS

Première réunion des Parties contractantes (CdP) au
Protocole relatif à la pollution due aux sources et
activités terrestres (LBS) dans les Caraïbes

Punta Cana, République Dominicaine, le 24 octobre 2012

**Résumé d' atelier
Atelier régional d'experts sur le suivi et l'évaluation de l'environnement
Montego Bay, Jamaïque**

26 au 30 septembre, 2011

[Pour des raisons d'économie, les documents de la réunion seront imprimés en nombre limité. Les délégués sont priés d'apporter leurs copies des documents d'information et de travail disponibles sur le site Internet, et de ne pas demander des copies supplémentaire]

* Ce document a été reproduit sans une édition officielle.



Résumé d'atelier

Atelier régional d'experts sur le suivi et l'évaluation de l'environnement,

**tenu du 26 au 30 septembre 2011
Ritz-Carlton Golf & Spa Resort, Montego Bay, Jamaïque**

Présidence: Pays Jamaïque - Paulette Kolbusch et Anthony McKenzie (alternativement)

Participants: veuillez lire la liste de participants (Annexe 1)

Rapporteur: Secrétariat d'AMEP

Objectifs de réunion :

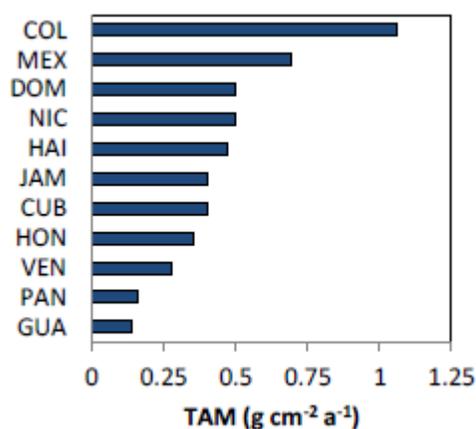
- Fournir des apports et des conseils techniques pour permettre au secrétariat de préparer un dossier technique sur des études de suivi et d'évaluation de l'environnement pour une discussion lors de la 1ère réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) du protocole LBS ;
- Passer en revue et fournir des recommandations concernant la surveillance des effluents et les évaluations et toute autre information qui puisse être employée pour le rapport sur l'état de la zone d'application de la convention visé aux articles XII et XIV du protocole LBS, y compris des conditions des rapports du protocole LBS depuis son entrée en vigueur ;
- Fournir les recommandations concernant l'adéquation des mesures et des méthodologies courantes ; plans et programmes ; les critères, les normes et/ou les lignes directrices communes au sein du protocole LBS, relatif aux opportunités nationales et régionales de renforcement de capacités, la capacité régionale en laboratoires pour des mesures de paramètre de qualité de l'eau, et d'autres questions concernant la prévention, la réduction et la lutte contre la pollution dans les Caraïbes ;
- Considérer les recommandations pour le futur rapport sur la pollution de la zone d'application de la convention, de même qu'identifier toutes les contraintes à la

ratification et à la mise en œuvre du protocole LBS ;

- Partager les leçons apprises de la mise en œuvre des projets pilotes au titre du projet IWCAM du FEM concernant l'évaluation et la gestion des sites à haute diversité biologique ; et
- Faciliter la cérémonie de remise de prix du Concours régional de collage du protocole LBS ;

Date et heure : le lundi 26 septembre (9 h)

1er jour	Ouverture et Bienvenue
	Mots d'ouverture et de bienvenue ont été exprimés par M. Christopher Corbin UCR/CAR-PNUE et M. Anthony McKenzie (Jamaïque, Président de l'atelier)
Discussion s/points soulevés :	<p>Les participants ont donné une brève introduction sur leur rôle et l'agence/département qu'ils représentent. Christopher Corbin a fourni une vue d'ensemble des objectifs d'atelier et des résultats espérés. Il a également fait une présentation de la Convention de Cartagena et du protocole LBS.</p> <p>État de l'environnement marin dans la zone d'application de la Convention (Caraïbes)</p> <ul style="list-style-type: none"> • La région des Caraïbes n'a pas normalisé des méthodologies pour le suivi de l'environnement. • L'agriculture n'est pas le seul contribuant à la sédimentation. Les développements d'infrastructure peuvent également en être une cause, par exemple, le dégagement de la terre sans avoir des mesures de contrôle des écoulements en place. <p>Les taux de sédimentation (TAM, Fig. 1) s'étendant de 0.14 g le centimètre-2 un-1 au Guatemala jusqu'à 1.1 g le centimètre-2 qu'un-1 en année de la Colombie indique une augmentation claire de l'érosion de sol, attribuée au déboisement, les changements d'utilisation de la terre, les activités urbaines et industrielles et les facteurs climatiques.</p>



- En ce qui concerne la réduction des sources diffuses de pollution, le Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS) définit les mesures pour réduire les écoulements agricoles (Annexe IV), cependant il est nécessaire de réduire les écoulements de toutes les sources potentielles.
- La charge de sédiments issus des bassins versants est généralement plus élevée que celle des activités qui ont lieu dans des secteurs urbains et des villes. Il y a un besoin de se concentrer sur l'amélioration de la gestion des bassins versants pour réduire l'écoulement des sédiments. Des résultats des modèles et des études confirment que la charge atteignant des fleuves des bassins versants est plus élevée que celle des secteurs industrialisés et les activités dans les bassins versants en amont peuvent avoir des effets de manière significative et négativement sur les bassins versants en aval et sur les secteurs côtiers.
- Le nouveau Fonds régional des Caraïbes de PNUE/BID FEM pour le projet de gestion des eaux usées (CReW), à être exécuté par l'UCR/CAR PNUE, offre aux pays des Caraïbes une opportunité d'améliorer les cadres nationaux de gestion des eaux usées. Tandis que le projet était ouvert à tous les pays, seulement les pays qui ont formellement approuvé le projet recevront les avantages directs des fonds de projet. L'annexe 2 est une fiche documentaire récapitulant les principaux objectifs et les activités proposées par le projet. Les pays participants sont : Antigua et Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Jamaïque, Guatemala, Guyana, Honduras, Panama, St. Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Surinam et Trinidad et Tobago.
- Pendant la mise en œuvre du projet CReW, le secrétariat s'assurera, dans la mesure du possible, que des enseignements appris soient partagés avec d'autres pays dans les Caraïbes.
- Il y a un manque de programmes de suivi régional en cours, et dans certains

cas des programmes nationaux de surveillance, dans des zones d'environnement « sensibles » et/ou de pollution de « site à haute diversité biologique ». Ceci rend très difficile la tâche d'établir des tendances historiques et de tirer des conclusions sur des changements, dans une charge prolongée de polluants dans l'environnement côtier et marin.

- De nombreux pays, souvent, emploient et adoptent des normes externes de qualité de l'environnement et des effluents qui peuvent ne pas être les plus appropriées pour la région. Beaucoup de ces normes ne se relient pas à l'utilisation spécifique des eaux réceptrices.
- Les décideurs veulent souvent des données comparatives et une norme établie pour comparer des résultats nationaux et locaux et dans de nombreux cas, ceux-ci sont absents.
- Il est important que chaque pays développe des normes nationales pour la qualité des eaux côtières.
- Certains pays hésitent à ratifier le protocole LBS à cause de la crainte de ne pas pouvoir satisfaire à toutes les obligations. Cette crainte est souvent injustifiée et les pays ont souvent en place la plupart des conditions exigées pour satisfaire aux obligations. Le protocole LBS offre ensuite une orientation technique, comme la classification des eaux réceptrices qui permettront à des pays de renforcer leurs programmes nationaux.
- Tandis que les pays des Caraïbes continuent à faire face au défi des ressources financières, humaines et techniques insuffisantes, il y a une volonté politique dans beaucoup de pays de résoudre le problème de la pollution. Cependant, le manque de ressources a limité la portée et la régularité des programmes de suivi nationaux.
- De nombreux pays manquent d'une simple agence responsable pour coordonner des activités de suivi et s'assurer que des données recueillies soient efficacement compilées, analysées et diffusées. Les agences scientifiques et les établissements éducatifs, généralement, n'ont pas l'autorité à employer et/ou éditer des données ; et dans certains pays l'information sur la qualité de l'environnement n'est pas rendue disponible au grand public.
- Convaincre des décideurs qu'il y a assez d'informations pour que l'action soit prise, en réponse à un problème liée à la pollution, est souvent plus défiant que le manque de ressources. Il est important de fournir des conseils sur la façon de viser efficacement les chefs des ministères pour les convaincre de la nécessité d'agir.
- Une façon d'imposer l'utilité de la surveillance est de montrer à des personnes définissant la politique des exemples concrets des données

employées par les Gouvernements. Un tel exemple a eu lieu en Colombie, quand des données rassemblées en 2001 par INVEMAR ont été employées par un juge pour punir un pollueur.

- En développant les programmes de suivi nationaux, il faut s'assurer que les paramètres choisis tiennent compte des ressources existantes et de la capacité technique. Il est important qu'on choisisse des paramètres qui soient utiles mais également techniquement faisables, pour faire ce suivi sur la base d'une routine.
- Des résultats d'études récentes de surveillance et d'évaluation, comme de la mise à jour du rapport technique 33 du PEC sur des charges de polluants et de l'évaluation « des sites à haute diversité biologique » régionaux sous le projet de partenariat Know Why Network, ne peuvent pas toujours être directement comparés et il faut faire attention lorsqu'on élabore des conclusions définitives de ces études.
- La conformité de la plage, la certification et les programmes de pavillon bleu sont des exemples de la façon dont la surveillance peut être intégrée dans des programmes nationaux existants. Tandis que les critères et les normes applicables employés pour ces programmes de certification peuvent différer, ils offrent une opportunité de réduire le chevauchement et la duplication et sont employés dans certains pays, comme la Jamaïque.
- Les pays ont des expériences variables dans le développement et la mise en œuvre des programmes de surveillance nationaux. Ce qui suit a été souligné par les différents pays.

La Barbade

- L'acte de lutte contre la pollution marine de la Barbade' reflète le protocole LBS en termes d'appliquer une méthode de classification des corps d'eaux réceptrices. Toutes les plages de la Barbade sont classées comme eaux de la classe 1 pour des raisons de santé humaine. Il y a un manque de capacité dans les laboratoires responsables de surveiller la qualité de l'eau en termes d'équipement et de ressources humaines. La qualité de l'eau n'est pas toujours prioritaire mais la mettre en rapport avec les facteurs de santé humaine augmente les chances d'un financement. Les résultats de la surveillance de la qualité de l'eau sont disponibles aux organismes gouvernementaux pour la réponse/action appropriées, mais pas au grand public.

Colombie :

- La surveillance marine et côtière est hautement prioritaire. Les efforts sont continus pour intégrer la gestion des données et d'information sur les écosystèmes côtiers et marins avec ceux des programmes de surveillance à l'intérieur des terres. Tandis que la capacité significative existe dans les

laboratoires spécifiques tels qu'INVEMAR, il est nécessaire de renforcer la capacité de laboratoire à d'autres laboratoires nationaux. Outre la production de nouvelles données scientifiques, il y a également une politique pour éditer cette information dans divers journaux, qui aide à la diffusion des résultats.

Mexique

- Plusieurs paramètres de suivi se basent sur l'Agence de protection de l'environnement EPA des États Unis, cependant il est nécessaire d'évaluer si ces indicateurs sont appropriés pour les circonstances nationales et locales. Il y a également un programme de certification de plage basé sur des normes d'OMS. Les programmes de surveillance pourraient se bénéficier d'augmenter la capacité de laboratoires et d'augmenter le nombre de sites et des stations de surveillance. Tandis qu'un cadre juridique relativement fort pour la régulation de la contamination de l'eau existe, il est nécessaire de mettre à jour les règlements afin qu'ils soient davantage conçus en fonction des zones spécifiques.

États-Unis

- Le programme des plages de l'EPA émane de l'Acte sur les plages signé dans la loi en 2000. Les états surveillent « les eaux de loisirs côtières » - 3600 plages sont actuellement surveillées, y compris 500 plages dans le Golfe du Mexique.
- Les États-Unis publient des résultats de toute la surveillance sur Internet, des bulletins, etc. et rendent ces résultats disponibles au grand public.
- Les états emploient les critères d'EPA pour développer des normes de qualité de l'eau qui protègent la santé humaine, avec des permis de décharges, et pour prendre des décisions de publier un avis d'avertissement selon les niveaux élevés de bactéries.
- De nouveaux critères pour les eaux de loisirs sont en examen pour le 15 octobre 2012. L'évaluation nationale de l'état côtier (**NCCR**) (conduite tous les 5 à 6 ans) mesure le % d'eaux côtières en bonne, juste, et pauvre condition.

Jamaïque

- Une grande partie de la surveillance de la qualité de l'eau est assurée par les communautés, sous la direction des ONG. En raison de l'adhésion de la Jamaïque à l'Acte d'information, n'importe qui, qui demande des données sur la surveillance de la qualité de l'eau peut les recevoir. Des hôtels sont obligés de faire leur propre surveillance, deux fois par mois, et à en faire rapport tous les 3 mois.
- Il est nécessaire d'évaluer ensuite la pertinence de la surveillance *des entérocoques* dans certaines zones, et l'identification des indicateurs les plus efficaces à utiliser dans la région des Caraïbes.

<p>Décisions ou recommandations :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a un besoin de méthodologies normalisées dans toute la région pour manipuler des données, et documenter les méthodes employées pendant les projets, de sorte que l'information soit disponible après la vie du projet. • Les programmes de surveillance doivent se concentrer sur les paramètres/indicateurs environnementaux minimum requis, selon les besoins afin que le programme puisse être durable. • La surveillance et l'évaluation des écoulements de sources diffuses devraient inclure d'autres pratiques en matière d'utilisation de la terre et non simplement se focaliser sur l'écoulement agricole. • il y a un besoin pressant de prolonger l'assainissement et le traitement dans la région des Caraïbes afin de réaliser les objectifs du millénaire. Les pays qui ont approuvé le projet CReW du FEM devraient maximiser n'importe quel appui étant rendu disponible à travers le projet et l'UCR-CAR devrait aider à identifier l'aide financière supplémentaire pour des interventions en eaux usées dans la région. • Une fiche sur le projet CReW devrait être mise à la disposition des participants à l'atelier. (Voir l'annexe II du présent rapport). • UCR/CAR du PNUE devrait renforcer des partenariats avec d'autres secrétariats de projets et de convention, tels que la convention de l'ONU sur la désertification (UNCCD), pour gagner plus de connaissance sur les charges d'éléments nutritifs dans l'environnement côtier et marin. • Les pays devraient augmenter la mise en œuvre des procédures de gestion améliorées des bassins versants, y compris favoriser l'utilisation des modèles mathématiques et d'autres techniques telles que des GIS pour calculer des charges de pollution de sources diffuses. Ceci aidera des pays à satisfaire à l'annexe 4 du protocole LBS relatif au contrôle des sources diffuses de pollution. • La priorité devrait être donnée au développement et à la mise en œuvre des projets et activités visant la réduction des éléments nutritifs et des sédiments. Selon des circonstances locales, il sera exigé de se focaliser spécifiquement sur la réduction des impacts des phosphates. • Les gouvernements devraient encourager la certification des industries nationales, par exemple ISO 14001, et l'adoption des mesures plus propres de production. Des normes supplémentaires peuvent être exigées, particulièrement pour les industries. • Du financement est nécessaire pour le développement/amélioration de la
---------------------------------------	---

	<p>capacité de laboratoire dans la région des Caraïbes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les gouvernements doivent identifier l'importance d'information de base en formulant de nouvelles propositions de projet à soumettre particulièrement au FEM. Il est nécessaire encore de renforcer ensuite les programmes nationaux et le cas échéant régionaux de surveillance et d'évaluation.
2e jour	<p>Thèmes : Standards et critères de qualité de l'environnement et capacité nationale et régionale pour la surveillance de la qualité de l'environnement</p>
Points soulevés:	<p>L'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA) a été invitée à partager des expériences récemment conclues d'un projet régional autorisé : Utilisation des techniques nucléaires pour résoudre les problèmes de gestion des zones côtières dans la région des Caraïbes (RLA/7/012).</p> <p>Le projet a comporté 12 pays membres de l'AIEA dans les Caraïbes avec l'aide financière du programme technique de coopération de l'AIEA, les gouvernements de l'Espagne et de la France, et en collaboration avec l'UCR/CAR-PNUE.</p> <p>Les résultats principaux étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des données produites sur les différences entre les niveaux normaux et les niveaux anthropogènes du mercure qui, si tout va bien, peuvent être employés par la nouvelle convention du mercure actuellement en cours de développement. • Dans les 12 zones d'étude, des noyaux de sédiment du rivage ont été rassemblés pour l'analyse et ces pays ont maintenant la capacité humaine et technique de rassembler, préparer et analyser des échantillons de sédiment aussi bien qu'interpréter les résultats. • plus de 6000 points de repères ont été mesurés, et plus de 70 contreparties formées sur les diverses matières, de l'échantillonnage à l'analyse et à l'interprétation des données. Le PNUE sera dépositaire de ces données. • L'UCR/CAR s'engage à être dépositaire de l'information, et à diffuser les résultats généraux des projets, par le mécanisme de communication, ou par tout autre réseau de partage d'informations. <p>L'université des Nations Unies, Institut de l'eau, de l'environnement et de la santé (UNU-INWEH) ont partagé des expériences d'un projet récemment réalisé pour surveiller les polluants organiques persistants (POP). Les défis et les enseignements appris de ce projet côtier sur la pollution des Caraïbes pour suivre les POP étaient :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une pauvre communication entre les directeurs des zones côtières traitant la

	<p>pêche et les zones marines protégées (MPA), et les laboratoires, et les problèmes demeurent non résolus ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Information limitée sur les POP dans les zones côtières ; 3. Capacité limitée de surveiller des contaminants au delà de l'excès en éléments nutritifs ; 4. Les données trouvées jusqu'ici indiquent le risque potentiel pour la santé humaine de la pollution de POP en eaux côtières et poissons et huîtres à St. Lucia, Belize et en moindre mesure jusqu'en Trinidad et Jamaïque. Plus de données sont nécessaires également des organismes plus haut dans la chaîne alimentaire telle que le vivaneau campêche ou snapper et le barracuda ; 5. Bien que la golette blanche, comme modèle, ne soit pas idéal pour tous les pays de la région des Caraïbes (car il est difficile de trouver dans certains pays de la région des Caraïbes), le principe de l'étude, à un niveau régional, avec différentes espèces, pourrait être répliqué ailleurs, car l'essai est relativement peu coûteux et l'analyse peut être faite aux laboratoires qui ont été améliorés à la Jamaïque et au Mexique. <ul style="list-style-type: none"> • Concernant le Protocole LBS et la classification des eaux de la classe 1 et de la classe 2, à l'origine le système de classification a surgit de l'identification que, dans la région, il y avait des eaux qui devraient être sujettes à des normes différentes selon des circonstances locales. • Les pays peuvent souhaiter considérer employer des méthodes de prélèvement passives pour identifier des sources de pollution atmosphérique, et de nouveaux polluants ou émergents. • L'association des laboratoires marins des Caraïbes (AMLC) a commencé en 1958 et comporte 30 laboratoires dans 20 pays et plus de 200 différents membres globalement. AMLC est disponible pour aider dans la publication de la recherche dans la région, l'échange scientifique et le travail en réseau.
<p>Décision ou recommandations:</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le STAC à LBS devrait coordonner le développement d'un plan stratégique pour l'utilisation durable des capacités développées et les résultats de l'étude de l'AIEA dans la région. Puisque les résultats appartiennent aux pays, toute la région se doit d'être impliquée au développement d'une telle stratégie. • Il est nécessaire de renforcer le partage d'information des projets et de rendre des résultats de projet plus facilement disponibles aux parties

prenantes intéressées. Ceci devrait faire partie du mécanisme de communication de l'UCR/CAR.

- Les pays doivent classer les eaux de classe I et de classe II, ou développer des schémas nationaux similaires de classification, tel qu'il est exigé par le protocole LBS.
- Il est nécessaire de continuer à évaluer périodiquement la charge de polluants dans la mer des Caraïbes, y compris les corps d'eau douce qui s'écoulent dans la mer.
- Il peut ne pas être nécessaire que chaque pays développe une capacité sophistiquée de laboratoires, et l'emphase devrait être donnée au développement d'un réseau des laboratoires qui puisse fournir des services dans la région.
- Les moules pourraient être considérées un possible organisme indicateur alternatif à la golette blanche, pour surveiller les POP.
- Des charges de polluant doivent être réduites, prenant en compte des projections mentionnées dans le RT # 33 (rapport technique 33) mis à jour, afin que nous soyons en conformité avec les objectifs de développement du millénaire, et avec le protocole LBS.
- Des rapports et des résultats du projet devraient être travaillés et composés pour les personnes définissant les politiques. Le rapport de statut de qualité environnementale produit par la convention d'OSPAR peut être employé comme modèle pour présenter l'information environnementale de qualité qui peut faire appel tant au grand public qu'aux décideurs.
- EPA a un site Web où de nombreux cours de formation sont offerts en ligne par lequel les personnes peuvent obtenir un certificat de réussite. Un exemple est le module d'eau potable qui inclut des matières : comment contrôler un programme de décharge de source diffuse ; comment développer des normes de qualité de l'eau, et la formation d'opérateur d'eaux usées. Actuellement, elles sont disponibles seulement en anglais et des efforts devraient être faits pour trouver des fonds qui permettent de les traduire en espagnol et en français.
- En faisant appel aux décideurs, il est important de démontrer la valeur des données en termes sociaux et économiques, par exemple, pour le tourisme, la santé humaine, l'agriculture et la pêche.
- La surveillance communautaire peut être un outil efficace pour assurer la durabilité des programmes de suivi, particulièrement ceux qui sont financés

	par le projet.
Jour 3 :	Thèmes : Indicateur de qualité de l'environnement - Sessions des petits groupe de travail ; rapport de la mise en œuvre de la Convention de Cartagena et du protocole LBS.
Points soulevés:	<ul style="list-style-type: none"> • Tandis que les modèles sont d'excellents outils de prédiction, leur utilisation à grande échelle dans la région peut être difficile pour plusieurs raisons. Ils devront être accompagnés de validation et de données de base étendues. Par ailleurs, de nombreux modèles n'expliquent pas l'impact des événements climatiques extrêmes, tels que des ouragans et les sources diffuses de la pollution/du sédiment dans la région. • Les États-Unis prendront en compte la question de l'utilisation des modèles EPA et fournira le matériel de conseils ou concevra un cours de formation, et distribuera l'information. • La mesure des sédiments pourrait être considérée au lieu de choisir la modélisation. • Il y a une différence entre les nouvelles et l'information, et souvent les médias généraux sont plus intéressés par les nouvelles et les communiqués de presse non environnementaux. Quand des journalistes sont spécialisés dans des domaines spécifiques de reportage, comme les questions environnementales, et des rapports sont construits avec eux et les propriétaires des médias, ils sont prêts à faire de la publicité à vos activités. • Plusieurs questions ont été identifiées concernant le renforcement de capacités, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • Il est une condition pour le test basique sur la qualité de l'eau et autres paramètres ; • Il doit avoir lieu aux niveaux nationaux et régionaux ; • Les évaluations sur les besoins de capacités sont exigées pour assigner des ressources financières limitées, • L'inventaire des laboratoires et de la capacité de laboratoire actuellement développé par l'UCR-CAR sera un outil important pour les travaux futurs ; • Différents types de formation sont exigés - à court et à long terme ; • Dans de nombreux pays, le personnel qualifié existe mais en nombre limité ; • La difficulté d'avoir des ressources humaines entièrement dédiées au

	<p>travail environnemental est que le secteur n'est pas souvent perçu comme une priorité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans de nombreux pays, les lois environnementales sont mises à jour, mais ces efforts doivent être redoublés ; • Des programmes de stage ont pu être employés pour améliorer la capacité dans des tâches à court terme au secrétariat et dans les pays impliqués dans divers projets ; <ul style="list-style-type: none"> • Il faut créer davantage d'opportunités pour échanger du personnel entre les laboratoires ; comme cela a été le cas sous le projet de IWCAM FEM. Les pays doivent maximiser ces opportunités lorsqu'elles existent. • En termes de meilleures pratiques dans les bassins versants, les EPA des EUA consultent des experts de l'agence de l'USDA et du service de forêt pour aider à fournir des exemples de meilleures pratiques de gestion, y compris celles qui ont été employées avec succès dans des conditions tropicales dans les territoires des EUA. <p>Statut de ratification à LBS</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ratification de Grenade est imminente. D'autres sont à des étapes différentes ; la Jamaïque, la Barbade et la Colombie sont en cours. • Le manque de la connaissance du protocole LBS par d'autres agences et par le grand public a été une barrière importante dans certains pays. • Il y a eu un souci général quant aux implications du coût au niveau national, pour la ratification de MEA en général, y compris le protocole LBS. • Il est nécessaire de relier des questions du protocole LBS avec d'autres projets et activités nationaux, pour démontrer son importance et pertinence pratiques.
<p>Décision ou recommandations:</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les recommandations ont été faites sur les indicateurs prioritaires à utiliser dans des programmes de surveillance nationaux et/ou régionaux. Parmi celles-ci : pH, température, salinité, conductivité, oxygène dissous, azote total, solides en suspension totaux, phosphore total, demande biochimique de l'oxygène, graisse et huiles, et azote d'ammonium. Dans le cas des indicateurs fécaux, on lui propose de déterminer <i>les entérocoques</i>, <i>Escherichia coli</i> ou coliformes fécaux selon des conditions de laboratoire et des écosystèmes à l'étude. Les pays devraient ensuite évaluer les méthodologies existantes pour des analyses bactériologiques et, le cas échéant, mettre en œuvre de nouvelles méthodologies.

Les recommandations pour le Comité consultatif scientifique et technique (STAC) du protocole LBS.

- Revoir les indicateurs et les limitations des effluents inclus à l'Annexe III du protocole ;
- Considérer l'inclusion de la détermination des charges de polluants dans les effluents ;
- Préparer un document avec une proposition de lignes directrices méthodologiques pour la mise en œuvre et le développement de programmes de surveillance des écosystèmes côtiers - ces lignes directrices pourraient inclure :
 1. /Conception du programme de surveillance (pour l'eau, les sédiments et le biota).
 2. /Systèmes de contrôle de la qualité selon des normes internationales.
 3. /Diverses formes de diffusion et de révélation des résultats du programme de surveillance, selon le destinataire final de l'information (décideurs, communauté scientifique, grand public, enfants et jeunes).
- Recommander à la première Conférence des parties au protocole LBS que le secrétariat aide les parties au protocole LBS dans la mobilisation de ressources, pour établir, maintenir et/ou améliorer la surveillance nationale, conformément à l'article XVI du protocole LBS.

État du rapport de la région de convention (SOCAR)

- L'état du rapport de la région de convention devrait être fait à un intervalle entre 5-10 ans et devrait inclure un résumé exécutif.
- Des rapports devraient être reçus de la part de chaque pays, par le point de liaison à LBS.
- Le secrétariat devrait compiler des rapports nationaux et les rendre disponibles sur le site Internet du PEC.
- Le rapport devrait être élaboré à 2 niveaux : (i) Rapport régional résumé basé sur des soumissions bisannuelles des modèles de rapport de la convention de Cartagena par les points de liaison nationaux à l'IG (bisannuel) du secrétariat; (ii) L'état de la zone d'application de la convention qui serait un rapport régional basé sur des rapports nationaux

soumis au secrétariat.

- Les indicateurs devraient inclure ceux pour les eaux usées domestiques, les écoulements agricoles et les niveaux bactériologiques.
- Les rapports devraient accentuer le processus, la réduction de stress et les indicateurs environnementaux de qualité, afin que la relation de l'impact du facteur de stress puisse être déterminée.
- Le rapport devrait essayer d'accentuer des relations avec les secteurs économiques, en reconnaissant que la capacité dans ce sens dans la région est limitée.
- Des lignes directrices devraient être élaborées pour le rapport de l'état de l'environnement, afin que la portée et le format pour présenter l'information soient normalisés, et que cela permette ainsi une compilation plus facile dans un rapport régional.
- Ces lignes directrices devraient inclure des rôles et des responsabilités, des chronologies, des types d'indicateurs et le niveau de détail. Les lignes directrices devraient indiquer aux pays quelle information est considérée sensible/confidentielle. Ceci pourrait faire l'objet de discussion au sein du STAC et être décidé à la CdP LBS si les gouvernements doivent rendre compte de toute l'information disponible.
- Il faudrait essayer de s'assurer que les formats des rapports soient complémentaires des rapports d'activités sous d'autres conventions liées.
- Chaque rapport national devrait avoir un résumé non technique pour des décideurs ; les rapports régionaux devraient également accentuer les sources les plus importantes de pollution environnementale, relier les facteurs de stress à la qualité environnementale et comment ceux-ci se relient à la santé, à la sécurité alimentaire et au développement économique.
- Des messages de groupe devraient être visés (nationaux et régionaux), un résumé exécutif non technique de maximum 5 pages avec des graphiques de qualité. (Par exemple, voir le www.unesco.org/water/wwap/wwdr3r). Ces groupes pourraient inclure des politiciens, des étudiants, des agences de développement, des organisations communautaires/des dirigeants municipaux, des scientifiques, des ONG, et des médias.
- Plusieurs mécanismes pourraient être employés pour diffuser les résultats des rapports nationaux et régionaux et devrait maximiser l'utilisation des

réseaux et des cadres existants. Ceux-ci incluent : (i) Service d'information gouvernemental - radio et télévision public ; (ii) Sites Internet ;

Confidentialité/sensibilité des données et de l'information

- Les articles 12.3 et 12.4 du protocole LBS prévoient d'honorer la confidentialité et la sauvegarde des intérêts de sécurité essentiels.

Quels nouveaux projets et activités sont-ils nécessaires ?

- Appui à la production de messages nationaux et régionaux de l'information dans toutes les langues, compilation de bases de données et renforcement des capacités nationales et régionales du mécanisme de communication sur la pollution.
- Évaluation économique pour montrer le rapport entre le statut environnemental et l'impact socio-économique.
- Des ressources humaines et financières pour faciliter les rapports sous la convention de Cartagena et le protocole LBS
- Améliorer l'évaluation / les outils d'évaluation tels que GeoNode.
- Soutenir la publication de « fiches de messages » nationales . Ceci pourrait être fait avec l'information du RT33 mis à jour, le suivi de l'environnement par des partenaires et des projets, et ensuite avec des rapports de SOCA :
- Des projets qui se concentrent sur la surveillance des produits chimiques, y compris des éléments nutritifs et à améliorer la gestion de la terre et réduire la sédimentation.

Renforcement de capacité visé et projets de formation :

- Renforcer les mécanismes existants de communication ;
- Employer un mécanisme décentralisé de communication pour l'information liée au protocole LBS ;
- Maximiser la formation en ligne disponible, par exemple sur le site Internet d'EPA, des Etats-Unis, et renforcer cette capacité à d'autres agences telles qu'INVEMAR ;
- Davantage de formation en habilités spécifiques, par exemple : Instrumentation, collecte de données, et GIS ;
- Intégrer la formation dans des programmes d'études formels, par exemple :

	<p>programmes de mastères ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer les fiches documentaires particulières avec des messages spécifiques à l'audience cible - (jeunesse/étudiants, décideurs, grand public, scientifiques, éducateurs) ; • Conduire des évaluations périodiques des besoins pour identifier des lacunes et s'assurer que de nouveaux projets sont conçus pour satisfaire les besoins des pays ; • Les efforts devraient être déployés pour s'associer à d'autres organismes régionaux et internationaux tels que l'Organisation maritime internationale et la convention de Londres, qui sont très engagés à collaborer dans cette région sur des questions LBS, comme démontré par un atelier conjoint tenu récemment. La collaboration peut également être continuée avec l'AIEA. <p>Comment faire participer des institutions universitaires ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faites participer les étudiants dans des programmes de surveillance ; • Informer les établissements universitaires et de recherche des besoins nationaux et régionaux et des questions émergentes où la recherche est nécessaire ; • Développer des cours de formation formels, y compris ceux de niveau de mastère ; • Le secrétariat signe un MoU avec des établissements universitaires pour stimuler une collaboration plus étroite. <p>Comment améliorer la coordination et la coopération dans les programmes existants ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Employer un mécanisme de communication décentralisé pour l'information liée au protocole LBS ; • Maximiser l'utilisation des points de liaison nationaux et de LBS ; • Développer et améliorer les mécanismes de communication et les réseaux formels et informels.
4e jour	Thème: Gestion intégrée des zones à haute diversité biologique dans les PEID FEM-IWCAM
Points	<ul style="list-style-type: none"> • Les procédures recommandées par le PNUE pour l'identification et la

soulevés:

classification des « sites à haute diversité biologique » n'étaient pas toujours applicables aux PEID des Caraïbes. Les projets pilotes ont facilité le développement d'un outil qui peut être plus applicable dans les PEID.

- Des rapports d'évaluation et de surveillance récents, y compris le RT33 du PEC mis à jour et la documentation du projet CReW du FEM fournissent des informations sur des technologies appropriées et à prix réduit pour la réduction et le contrôle de la pollution. Le projet IWCAM FEM produira également une série de manuels « Comment faire » qui seront fournis par le site Internet de l'UCR-CAR début 2012.
- Dans de nombreux PEID, il existe plusieurs agences responsables de la surveillance et de l'analyse de qualité de l'eau. De tels programmes devraient être améliorés le plus possible, afin d'éviter la duplication et le chevauchement. Avoir une simple agence de coordination aide souvent ce processus.
- Encourager l'implication des écoles dans l'étude de la qualité de l'eau. Les étudiants pourraient faire un projet de qualité de l'eau, en incluant le suivi de l'environnement en tant qu'élément de leur programme d'études.
- Dans les PEID, sont nécessaires les politiques d'utilisation et de rationalisation de la terre améliorées, dans la planification et les régulations de développement, pour inclure des mesures de lutte contre la pollution.
- Le succès des projets pilotes s'est accru quand la communauté et le secteur privé ont été impliqués et où il y a eu une conscience publique, l'éducation et la sensibilisation continues. Les personnes qui ont un intérêt sur cette question – soit la source de problème de pollution ou être affectées par la question - devraient être visées.
- L'utilisation des outils spatiaux et cartographiques, tels que des cartes de Google, peut aider à démontrer l'ampleur du problème de pollution et en concevoir les solutions les plus appropriées.
- Avec des ressources limitées, le choix rigoureux de la question à aborder est critique pour ne pas soulever des fausses espérances et on doit s'assurer que des ressources proportionnées sont disponibles pour avoir un impact significatif, au lieu d'avoir une couverture trop mince.

Les meilleures pratiques pour le système national d'information de l'eau (NWIS) :

- Facile à utiliser - aucune formation avancée n'a été nécessaire.
- Le logiciel est libre -- Peu coûteux à utiliser et à installer.

	<ul style="list-style-type: none"> • Le système relie aux initiatives régionales telles que le système de détection précoce d'inondation, le système agro météorologique des Caraïbes, etc. • Inclure toutes les données dès le tout début. • Prévoir que le matériel et le logiciel satisfont aux besoins des utilisateurs. La version 5.0 de WebMap est meilleure, car elle soutient tous les principaux navigateurs. • Démontrer comment des données peuvent être employées par Water Managers dans des briefings de médias par exemple, pour assurer l'intérêt des politiciens. • Garder les statistiques sur des utilisateurs pour faire rapport aux ministres. • Vendre les cartes générera des revenus pour l'entretien du système.
<p>Décision ou recommandations:</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un solide appui a été exprimé pour le développement des projets de suivi au renforcement des succès du projet IWCAM-FEM. • Il est nécessaire de renforcer des programmes de surveillance nationaux, y compris une plus grande couverture, portée, fréquence et systèmes de gestion des données de qualité de l'eau. • D'autres indicateurs comprenant les indicateurs biologiques devraient être évalués pour utiliser dans divers corps d'eau, par exemple. fleuves, estuaires et océans. • L'outil d'évaluation de sites à haute diversité biologique développé devrait être encore évalué pour l'application possible dans des PEID des Caraïbes. • Il est nécessaire d'augmenter des partenariats avec le secteur privé, en particulier industriel, aux niveaux nationaux et régionaux, afin qu'ils deviennent davantage engagés dans des projets et des activités de prévention de la pollution. • Le secrétariat devrait aider à compiler un inventaire des ressources de gestion de l'information pour la région des Caraïbes et que celui-ci fasse partie de leur mécanisme de communication. Ceci pourrait inclure un inventaire des liens utiles aux ressources, par exemple : formation, modélisation et logiciel libre. • Le secrétariat devrait aider à élaborer des lignes directrices pour la conversion des données sensibles de qualité de l'eau dans l'information pour le grand public.

	<ul style="list-style-type: none"> • Il est nécessaire d'améliorer le partage des données et de l'information à travers des agences, y compris l'utilisation des réseaux informels ; et augmenter l'utilisation de ces données et informations dans la prise de décisions, les réformes et la mise en œuvre des MEA et du protocole LBS. • Il est nécessaire de développer des mécanismes pour le financement durable des interventions environnementales, tels que le mécanisme de financement des eaux usées à développer et examiner sous le nouveau projet CReW du FEM. • Des thèmes spécifiques ont été suggérés qui pourraient être soutenus par le projet CReW du FEM, comprenant : (i) élimination des éléments nutritifs ; (ii) Identification et catégorisation des sources d'eaux usées ; (iii) Évaluation du traitement des eaux usées par produit chimique ; (iv) Évaluation continue des indicateurs et normes des effluents d'eaux usées domestiques ; et (v) réplique de technologie innovatrice et pas chère, telle que les marécages construits à St. Lucie et à Tobago, mis en œuvre dans le cadre du projet IWCAM FEM.
5e jour	Thème: Cérémonie de remise des Prix du Concours de Collage LBS
Points soulevés:	<ul style="list-style-type: none"> • Le Concours de collage a été considéré un succès et devrait être répété à l'avenir.
Décision ou recommandations:	<ul style="list-style-type: none"> • La synchronisation du Concours devrait être plus en conformité avec l'année scolaire, aussi bien que la période financière des pays. • Les collages et le message/explication du collage devraient être promus par le biais du site Internet du PEC et dans d'autres activités de sensibilisation. • Élaborer des lignes directrices simples pour de futurs concours. • Au moment de contacter les pays pour la participation, les contacts devraient inclure des ministères d'éducation et de culture. • Employer des personnes plus jeunes et d'autres moyens pour promouvoir le Concours, tels que Facebook et Twitter. • Essayer de maintenir la continuité du Concours afin d'obtenir que les pays soient familiarisés avec celui-ci et augmentent leur soutien. • Encourager les partenaires régionaux et nationaux à conduire des ateliers de

	<p>sensibilisation, comme cela a été fait en Jamaïque.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incorporer plus d'ONG et le secteur privé dans la planification et la mise en œuvre. • Contacter les musées et galeries, car ils peuvent aider à diffuser le mot et à impliquer des personnes. • Utiliser les dessins animés pour promouvoir le concours. Ceux-ci peuvent être annoncés par des sites Internet, par les journaux et les ateliers.
	<p>Étapes suivantes</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration des recommandations pour le 1^{er} STAC LBS début 2012. • Prochaine téléconférence du groupe de travail intérimaire sur l'évaluation et le suivi de l'environnement. • UCR/CAR-PNUE continuera à aider les pays dans le développement des capacités pour des programmes de surveillance dans la région et s'engage à être le dépositaire de l'information par le développement d'un mécanisme de communication, et d'autres réseaux de partage d'informations.
	<p>Ajournement, le vendredi 30 septembre 2011, à 13:00 h</p>

Annexe 1: Liste des participants: Atelier régional d'experts sur le suivi et l'évaluation environnementales

WORKING GROUP			
Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
1) John A. Bowleg (On behalf of Richard Cant)	Bahamas	C.Eng, C.Env, C.Sci (Hydrology) Chartered Water & Environmental Manager Water and Sewage Corporation	Tel: 242-302-5602 johnabowleg@aol.com , wjcbowleg@wsc.com.bs
2) Anthony Headley	Barbados	Deputy Director Environmental Protection Department Ministry of the Environment, Water Resources and Drainage	Tel: 246 310 3600 Fax: 246 228 7103 enveng@caribsurf.com
3) Jorge Augusto Acosta Rivera	Colombia	Dirección de Ecosistemas - Grupo de Recurso Hídrico Ministerio de Ambiente, Vivienda y Desarrollo Territorial (MAVDT) Calle 37 No. 8-40, Edificio Anexo, Piso 3. Bogotá	Tel. 332-3434/00 Ext. 2723 / 2722 jacosta@minambiente.gov.co
4) Martha Liliana Gómez García	Colombia	Min. de Ambiente, Vivienda, y Desarrollo Territorial (MAVDT) MSc. Ciencias Microbiología Consultor de la Dirección de Desarrollo Sectorial Sostenible	Cell: 315-3844007 MGomez@minambiente.gov.co Skype: marthalili77
5) Antonio Villasol	Cuba	Centro de Ingeniería y Manejo de Bahías y Costas (CIMAB) Carretera del Cristo N.3, esquina a Tiscornia Casablanca, Regla Ciudad de la Habana	Tel: 537-862-4387 Cell: 535-284-0820 avillasol@cimab.transnet.cu / avillasol@gmail.com

		CP 17029 Habana 1170	
WORKING GROUP (Cont'd)			
Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
6) Bernard Moutou	France	Chargé de mission conventions marines MEEDDTL – DEB/LM1 Arche Sud - La Défense 92055	Tel:00-33(1)4081-3382 bernard.moutou@developpement-durable.gouv.fr
7) Anthony McKenzie	Jamaica	National Environment and Planning Agency (NEPA) Manager for Strategic Planning and Policies	Tel: (876)754-7540 ext 2332 AMcKenzie@nepa.gov.jm
8) Paulette Kolbusch	Jamaica	National Environment and Planning Agency (NEPA) Acting Senior Manager at National Environment and Planning Agency	Tel: (876)754-7540 pkolbusch@nepa.gov.jm
9) María del Carmen Porrás-Perez Guerrero	México	Directora de Análisis Económico y Jurídico del Sector Primario Dirección General del Sector Primario y Recursos Naturales Renovables	Tel. +52 (55) 56280600 ext. 12083 Fax. +52 (55) 56280600 ext 12081 maria.porras@semarnat.gob.mx www.semarnat.gob.mx
10) Darryl Banjoo	Trinidad and Tobago	Institute of Marine Affairs (IMA) Hilltop Lane, Chaguaramas	Tel: (868)634-4291/4; 748-4524(c) dbanjoo@ima.gov.tt
11) Patrick Cotter	USA	International Environmental Program Specialist Office of International and Tribal Affairs U.S. Environmental Protection Agency Ronald Reagan Building	Tel: (202) 564-6414 Fax: (202) 565-2409 Cotter.Patrick@epa.gov www.epa.gov/international

		Mail Code 2660R, Room 31124 1200 Pennsylvania Ave., NW Washington, DC 20460	
INTEGRATED WATERSHED & COASTAL AREA MANAGEMENT HOT SPOTS DIAGNOSTIC ASSESSMENT COUNTRIES (IWCAM HSDA)			
Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
12) Alex Ifill	Barbados	Barbados Water Authority	alex.ifill@bwa.bb
13) Ronald Charles	Dominica	Assistant Forest Officer, Forestry, Wildlife and Parks Division, L. Rose Building, Windsor Park Road, Roseau	Tel : 767-266-5852 charlesrf@dominica.gov.dm forestofficerprotection@cwdom.dm
14) Trevor Thompson	Grenada	Ministry of Agriculture, Lands, Forestry and Fisheries Land Use Officer Land Use Division St. Georges	Tel: 473-440-2708 Fax: 473-440-4191 trevort_lud@yahoo.com www.foprobim.org
15) Jean Wiener	Haiti	Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine Director (FoProBiM)	Tel: 509- 3701-3383 (Haiti) 301-365-3383 (USA) jeanw@foprobim.org jwwiener@gmail.com
16) Laverne Walker	St Lucia	Ministry of Physical Development & the Environment Sustainable Development & Environment Officer Castries	Tel: 758- 451-8746/468-5808 Fax: 758-451-9706 Lwalker2006@gmail.com lwalker@sd.gov.lc

REGIONAL EXPERTS & AGENCIES			
Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
17) Jane Gerardo- Abaya	Austria	Programme Management Officer Division of Latin America Department of Technical Cooperation International Atomic Energy Agency Vienna	Tel: (43-1) 2600-22335 Fax:(43-1)26007-22335 J.Gerardo-Abaya@iaea.org
18) Emma Smith	Barbados	Lecturer in Environmental Chemistry University of West Indies Cavehill Campus	emma.smith@cavehill.uwi.edu
19) Shervon DeLeon	Barbados	M.Phil Rep. on Project for Caribbean Ecohealth Programme	dshervon@gmail.com
20) Rita Peachey	Bonaire	Association of Marine Laboratories of the Caribbean Director, CIEE Research Station Kaya Gobernador Debrot #26 Kralendijk, Bonaire, Netherlands Antilles	Tel: +599-786-7394 RPeachey@ciee.org
21) Hanneke Van Lavieren	Canada	Programme Officer, Coastal Zones United Nations University Institute for Water, Environment & Health (UNU-INWEH) 175 Longwood Road South, Suite 204 Hamilton, ON L8P OA1	Tel: +1 905 667 5511 Tel: +1 905 667 5494 (direct) Fax: +1 905 667 5510 E-mail: vanlav@inweh.unu.edu Skype: hanneke.van.lavieren http://www.inweh.unu.edu
22) Francisco Arias	Colombia	INVEMAR - Marine and Coastal Research Institute, Director General Cerro de Punta Betin, Santa Marta	Tel: (+57) (+5) 438 0808 Ext 204 fariasis@invemar.org.co , www.invemar.org.co

REGIONAL EXPERTS & AGENCIES (Cont'd)

Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
23) Luisa Espinosa Diaz	Colombia	INVEMAR - Marine and Coastal Research Institute, Cerro de Punta Betin Santa Marta	Tel: 57+5+4328600, ext. 239 Cell: 57+3145356043 Fax: 57+5+4328682 lespinosa@invemar.org.co
24) Elizabeth Carazo	Costa Rica	Directora Centro de Investigación en Contaminación Ambiental (CICA) Universidad de Costa Rica San José	Tel: (506) 207-5132 / 251-18201 Fax: (506) 225 -31363 elizabeth.carazo@ucr.ac.cr carazo.elizabeth@gmail.com
25) Félix Palacios	Cuba	Director- División de Ecología Industrial, CIMAB; Ingeniero Químico, Director de la División de Residuos Sólidos (DIRSA-AIDIS) de la Asociación Cubana de Ingeniería Sanitaria y Ambiental (ACIS). Carretera del Cristo No. 3 esq. Tiscornia, Casablanca, Regla, Ciudad de La Habana, AP 17029, CP 11700	palacios@cimab.transnet.cu felixpalacios09@gmail.com fpalacios08@yahoo.es
26) Marlén Pérez Hernández	Cuba	Investigadora Agregada División de Contaminación Centro de Ingeniería y Manejo ambiental de Bahías y Zonas Costeras, Cimab. Carretera del Cristo No. 3 s/n Casablanca, Regla. Ciudad Habana	Tel: (537) 8624387 Fax: (537) 8669681 marlen@cimab.transnet.cu mp420ale@gmail.com

REGIONAL EXPERTS & AGENCIES (Cont'd)			
Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
27) Alexandre Cooman	Jamaica	GEF REPCar Project Manager UNEP CAR/RCU 14-20 Port Royal Street, Kingston	Tel: (876) 922-9267-9 ac@cep.unep.org
28) Sharleane Williams	Jamaica	National Environment & Planning Agency	swilliams@nepa.gov.jm
29) Katherine Vanmen	Nicaragua	Centro para las Investigaciones en Recursos Acuáticos de Nicaragua Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua-CIRA/UNAN	Tel. (505) 278-6981/2 Fax: (505) 267-8169 kvammen@cira-unan.edu.ni
30) Sandra Mejia	Nicaragua	Asesora Asuntos de Cooperación EU- Nicaragua	Tel:505-22809551 Fax:505-22809962 Sandra.MEJIA@eeas.europa.eu
31) Emil Cherrington	Panama	Científico Principal / Senior Scientist CATHALAC · Centro del Agua del Trópico Húmedo para América Latina y el Caribe 111 Ciudad del Saber, Clayton, Panamá Apartado 0843-03102	Tel: (507) 317-3223 Fax: (507) 317-3299 emil.cherrington@cathalac.org www.cathalac.org www.servir.net
32) William Lesmond Magloire	St Lucia	Caribbean Environmental Health Institute (CEHI) Castries	lmagloire@cehi.org.lc
33) Christine Bullock-Ramsumair	Trinidad and Tobago	Institute of Marine Affairs (IMA) Hilltop Lane, Chaguaramas	Tel: (868)634-4291/4 cbullock@ima.gov.tt

REGIONAL EXPERTS & AGENCIES (Cont'd)

Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
34) Annie Hillary	USA	International Affairs Specialist National Ocean Service International Program Office 1315 East-West Hwy, N/IP, Silver Spring, MD 20910	Office: (+1) 301-713-3078 ext 221 Fax: (+1) 301-713-4263 Annie.hillary@noaa.gov
35) Troy Pierce	USA	US EPA Gulf of Mexico Program Office Bldg. 1100, Rm. 232 Stennis Space Center, MS 39529- 6000	Tel: (228) 688-3658 Fax: (228) 688-2709 pierce.troy@epa.gov
SECRETARIAT 14-20 Port Royal Street Kingston, Jamaica W.I. www.cep.unep.org TELE:876-922-9267-9 FAX: 876- 922-9292			
36) Christopher Corbin	Jamaica	Programme Officer Assessment and Management of Environmental Pollution (AMEP)	cjc@cep.unep.org Skype: cristojc
37) Tess Cieux	Jamaica	Programme Officer Communications Education Training and Awareness (CETA)	tkc@cep.unep.org
38) Lesma Levy	Jamaica	Administrative Assistant (Personnel)	ll@cep.unep.org
39) Nadia-Deen Ferguson	Jamaica	Assistant Programme Officer GEF REPCar/ AMEP	ndf@cep.unep.org Skype: nadzdeen
40) Sanya Wedemier	Jamaica	Programme Assistant (AMEP)	sw@cep.unep.org
41) Chrishane Williams	Jamaica	Team Assistant AMEP/CETA	cw@cep.unep.org

Fonds régional des Caraïbes pour gestion des eaux usées (CReW) SOMMAIRE

La sauvegarde de la mer des Caraïbes

La dégradation de l'environnement marin des Caraïbes causée par le déversement d'eaux usées non traitées est une préoccupation majeure pour les pays dont les moyens de subsistance dépendent fortement de leurs ressources naturelles marines. De récentes études scientifiques s'accordent à dire que «la pollution des eaux usées à partir de sources terrestres et des navires a été la forme la plus répandue de la contamination de l'environnement côtier»¹

Une croissance démographique rapide, l'évolution de mal planifiées et inadéquates ou du non-fonctionnement des installations de traitement des eaux usées ne sont que quelques-uns des facteurs qui ont contribué de façon drastique résultant en de faibles niveaux de traitement efficace des eaux usées dans la région:

- 85% des eaux usées entrant dans la mer des Caraïbes n'est pas traitée
- Seulement 17% des ménages sont raccordés à la collecte des eaux usées et de traitement acceptable
- Moins de 2% des eaux usées urbaines sont traitées avant rejet (souvent directement dans la mer)²

Engagement d'améliorer la gestion des eaux usées

Pays de plus en plus conscients de l'importance de l'amélioration de la gestion des eaux usées, et sont à la recherche d'une solution conçue pour:

- Fourniture d'accès, de financement durable pour les investissements dans la gestion des eaux usées;
- Mettre en œuvre des politiques nationales efficaces, les lois et les règlements d'application et l'amélioration des lois et règlements en vigueur;
- Faciliter une approche holistique de la gestion des eaux usées avec une communication fructueuse entre les secteurs et les organismes;
- Produire des améliorations de la capacité technique en matière de développement de la proposition de projet; exploitation et la maintenance de systèmes de traitement, et le suivi et l'analyse des rejets d'eaux usées et les impacts;
- Résultat de la sensibilisation, la connaissance et la compréhension des technologies de coûts appropriés, alternative et basse traitement des eaux usées.

CReW: Servir gestion des eaux usées de la Région des besoins

Le Fonds régional des Caraïbes pour gestion des eaux usées (CReW), créé en 2011, vise à assurer un financement durable pour le secteur des eaux usées, la politique de soutien et de réformes législatives, et de favoriser le dialogue régional et l'échange de connaissances entre les acteurs clés dans la région des Caraïbes. Ce projet de quatre ans est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La Banque interaméricaine de développement (BID) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) seront les organismes co-mise en œuvre du projet.

Le Groupe de Coordination du Projet (GCP) basé en Jamaïque effectuera la gestion au jour le jour du projet CReW sous la supervision du PNUE et de la BID, et comprend un coordonnateur de projet, un spécialiste technique, un spécialiste des communications et des finances / administration Spécialiste.

Le PCG seront pris en charge par les organismes nationaux d'exécution pilotes (PEA) dans les quatre pays pilotes: la Commission nationale de l'eau en Jamaïque, le ministère des Finances, au Belize, le Ministère du logement et de l'eau en Guyane, et l'Assemblée de Tobago à Trinidad et-Tobago. L'Agence régionale d'exécution du projet, le

¹ Mer des Caraïbes écosystème évaluation (CARSEA) Étude

² Panaméricaine de la santé (OPS) - 2001

Secrétariat de la Convention de Carthagène (CAR / UCR), basé à Kingston, en Jamaïque, soutiendra des activités supplémentaires dans les 9 autres pays.

CRew's 3 composants interconnectés

CRew sera d'aider les pays de la région pour établir ou élargir des programmes de gestion des eaux usées et des politiques à travers la mise en œuvre de trois éléments interconnectés:

- Financement des investissements et durable
- Des réformes pour la gestion des eaux usées
- Communications, sensibilisation et formation

D'investissement et de financement durable pour la gestion des eaux usées

CRew va tester quatre mécanismes de financement Pilot (PFMS) pour fournir des modalités de financement innovantes et durables pour les projets de gestion des eaux usées. Fonds d'équipage sera utilisé pour la capitalisation de ces quatre PFMS et pour fournir une assistance technique, tels que services de conception. Cela permettra d'assurer que les projets qui seront financés dans le cadre des PFMS satisfaire les techniques, financières, exigences socio-économiques et environnementaux des gouvernements équipage et national.

Un certain nombre d'options ont été examinées et évaluées dans la conception des PFMS individuels, y compris les fonds renouvelables, des comptes de réserve et des garanties de liquidité prolongée. Les structures des PFMS refléter les conditions locales financiers, les cadres réglementaires, la capacité de l'eau et des eaux usées et des priorités gouvernementales nationales.

Projets de gestion des eaux usées financés par les PFMS aura les caractéristiques suivantes:

- les projets hautement prioritaires pour les fournisseurs de services des eaux usées;
- fort impact en termes de réduction importante de la pollution de l'environnement marin qui mène à l'amélioration de la qualité des eaux côtières;
- potentiel de promouvoir la politique nationale et les réformes juridiques et
- exiger innovante aide financière et des conseils pour réduire les coûts de financement de projets au sein de la capacité des contribuables à payer.

Aborder les contraintes des capacités clés dans des cadres juridiques, institutionnels et politiques

Soutien CRew dans les domaines de la politique, le renforcement institutionnel et la réforme législative comprendra les éléments suivants:

- Améliorer les compétences et les connaissances au niveau national et local nécessaire à la formulation des politiques, la planification et le financement de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des eaux usées.
- Développer des outils pour améliorer et renforcer le cadre législatif pour la gestion des eaux usées, y compris l'amélioration de la conformité aux obligations de la Convention de Carthagène et son Protocole sur les sources terrestres de pollution, avec le soutien du Secrétariat de la Convention, le Programme pour l'environnement des Caraïbes.
- Développer des programmes d'éducation et de sensibilisation sur l'assainissement des eaux usées et de cibler les gouvernements locaux et nationaux, les médias, le système éducatif formel, les membres de la communauté et du public en général, y compris la formation des décideurs sur le choix des technologies appropriées et rentables pour la gestion des eaux usées.

Gestion des ressources des eaux usées

Équipage sera en charge des communications, la sensibilisation et l'échange d'informations par le biais des activités suivantes:

- Partage de l'information sur le projet pilote et de démonstration et les résultats tels que les notes de l'expérience, études de cas et les leçons apprises à travers les eaux internationales du FEM L'échange d'apprentissage et de ressources réseau (FEM IW-LEARN), en vue de promouvoir la coopération Sud-Sud, ce qui engendre une plus grande locale , national et l'engagement des acteurs régionaux de gestion des eaux usées, et élaborer des stratégies pour la réplication avenir;
- Développement d'un mécanisme d'échange d'BFR de fournir des informations sur la gestion des eaux usées à des experts techniques dans le secteur de l'eau et des eaux usées ainsi que les dirigeants nationaux, les décideurs politiques, le secteur privé, les médias et le public en général. Relier divers sites d'information et les réseaux existant actuellement, le mécanisme d'échange fournira également une plate-forme pour la présentation de l'information pertinente n'est pas encore disponible en ligne.

Les pays participants équipage

- Antigua-et-Barbuda
- la Barbade
- Belize
- Costa Rica
- Jamaïque
- Guatemala
- Guyana
- Honduras
- Panama
- Sainte-Lucie
- Saint-Vincent-et-les Grenadines
- Suriname
- Trinité-et-Tobago